

QUESTIONNAIRE A RETOURNER

Pourquoi ce questionnaire ?

↪ Parce que, par suite du développement récent et important des lois de protection, le vendeur d'un bien immobilier, tenu d'une obligation de bonne foi et d'information, engage de plus en plus lourdement sa responsabilité à l'égard de l'acquéreur.

↪ Parce que le notaire ne pourra préparer l'acte de vente et vous conseiller utilement sans les informations que vous lui donnerez.

Comment remplir ce questionnaire ?

↪ Il suffit de remplir toutes les cases en complétant par = OUI ou = NON

↪ **JOINDRE LES DOCUMENTS EVENTUELLEMENT NECESSAIRES**

↪ puis dater et signer en fin de document.

Informations

↪ Au début de ce dossier vous trouverez un questionnaire relatif à votre état civil, votre situation professionnelle, votre situation familiale, votre adresse et les moyens de vous contacter. Si vous êtes déjà client de l'Etude ne remplissez rien sauf si votre profession, votre situation familiale, votre adresse ou votre téléphone ont changé.

↪ Le règlement que j'aurai à vous faire s'effectuera obligatoirement par virement, vous aurez donc à m'adresser un relevé d'identité bancaire.

↪ **Pour plus d'informations, vous pouvez vous adresser à l'Etude :**

MAITRE DAMIEN DOMINGO
65, Rue du Docteur Peltier
17300 ROCHEFORT

05.64.37.11.57

d.domingo@notaires.fr

QUESTIONNAIRE D'ETAT CIVIL

Nom : Nom d'état civil : Profession : Nationalité (pour les étrangers, joindre copie carte résident) (pour les français, joindre copie carte identité)	Prénoms (tous) : Naissance : - Date : - Commune : - Code Postal
---	---

Situation de famille (cocher la case correspondante)

<input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> avec signature d'un P.A.C.S. encore en vigueur (Joindre copies de la convention et de la déclaration au Greffe du Tribunal) <input type="checkbox"/> avec signature d'un P.A.C.S. dénoncé (Joindre copie de la dénonciation au Greffe du Tribunal)	<input type="checkbox"/> marié(e) - Date : - Commune : - Code postal (en cas de contrat de mariage, joindre une copie) <input type="checkbox"/> veuf(ve) de <input type="checkbox"/> divorcé(e) par jugement du tribunal de en date du <input type="checkbox"/> ou en instance de divorce (Joindre les coordonnées de l'avocat)
--	---

CONJOINT – PARTENAIRE- CONCUBIN

Nom: Nom d'état civil : Profession : Nationalité (pour les étrangères, joindre copie carte résident) (pour les français, joindre copie carte identité)	Prénoms (tous) : Naissance : - Date : - Commune : - Code Postal
---	---

Situation de famille (cocher la case correspondante)

<input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> avec signature d'un P.A.C.S. encore en vigueur (Joindre copies de la convention et de la déclaration au Greffe du Tribunal) <input type="checkbox"/> avec signature d'un P.A.C.S. dénoncé (Joindre copie de la dénonciation au Greffe du Tribunal)	<input type="checkbox"/> marié(e) - Date : - Commune : - Code postal (en cas de contrat de mariage, joindre une copie) <input type="checkbox"/> veuf(ve) de <input type="checkbox"/> divorcé(e) par jugement du tribunal de en date du <input type="checkbox"/> ou en instance de divorce (Joindre les coordonnées de l'avocat)
--	---

CONTACTS

Adresse complète : Téléphone : *Domicile : *Lieu de travail : *Portable :	Centre des finances publiques dont vous dépendez * Fax : * E-Mail :
--	---

1 - URBANISME

↪ Avez-vous été propriétaire dans les dix ans passés de terrains attenants à la propriété que vous vendez aujourd'hui ?

2 - LOTISSEMENT

↪ La propriété que vous vendez dépend-elle d'un lotissement ?

↪ Si oui :

- existe-t-il une association syndicale qui fonctionne effectivement ?

Indiquez ci-dessous le nom et l'adresse du Président de l'Association Syndicale :

- êtes-vous en possession des documents relatifs à ce lotissement ?

(règlement nt - cahier des charges - statuts de l'association syndicale)

Si oui, joindre copie du règlement du lotissement, du cahier des charges et des statuts de l'Association Syndicale.

Si non, l'Etude devra en solliciter une copie **à vos frais**.

3 - LIBERATION DES LIEUX - LOCATION

↪ La propriété que vous vendez sera-t-elle libérée de toute occupation le jour de la vente ?

↪ La propriété que vous vendez a-t-elle été louée précédemment ?

Joindre copie du bail

↪ Si oui :

- Est-ce le locataire qui a donné congé ?

Joindre **sa** lettre de congé.

- Est-ce vous qui lui avez donné congé ?

Joindre **votre** lettre de congé

4 - USAGE DES LIEUX

↻ Quel est l'usage actuel des lieux ?

↻ L'usage des lieux a-t-il été modifié depuis votre acquisition ?

Si oui, indiquez l'usage antérieur

5 - AFFICHAGE

↻ Votre propriété supporte-t-elle un panneau publicitaire ?

Si oui, joindre une copie du contrat d'affichage.

6 - ENVIRONNEMENT

↻ Etes vous dans une zone d'anciennes carrières ?

↻ Avez-vous subi des inondations ?

↻ A votre connaissance, des activités polluantes ou bruyantes ont-elles été exercées sur le bien vendu ou les propriétés voisines ?

Si oui, indiquez lesquelles :

↻ A votre connaissance, des projets de construction ou des modifications de destination de bâtiments sont ils prévus dans votre voisinage ?

Si oui, indiquez lesquels

7 - CONSTRUCTION OU TRAVAUX

↻ Avez-vous fait construire en tout ou partie le bâtiment aujourd'hui vendu ou avez-vous réalisé des travaux d'agrandissement, de modification ou de rénovation (autres que des travaux de décoration ou d'aménagements intérieurs) ?

Si oui, joindre copie du permis de construire, de la déclaration d'achèvement de travaux et du certificat ou de l'attestation de conformité.

↻ Ces travaux sont-ils achevés depuis moins de 10 ans ?

En ce cas, avez-vous souscrit une assurance dommage-ouvrage ?

Joindre l'attestation d'assurance dommage-ouvrage.

A défaut, joindre nom et adresse des entreprises

↻ Ces travaux sont-ils achevés depuis moins de 5 ans ?

↻ Avez-vous réglé en totalité la taxe localement d'équipement liée au permis de construire ?

8 – SERVITUDES – CONTRAINTES

☞ Votre propriété supporte-t-elle des servitudes, c'est-à-dire un droit quelconque d'une tierce personne, tel que droit de passage, traversée de canalisations ou de câbles aériens ?

Si oui, joindre une note explicative.

☞ Etes vous en litige avec vos voisins ou autres ?

Si oui, nature du litige et identité des adversaires.

9 – ASSAINISSEMENT

☞ L'assainissement s'effectue par :

- système individuel

- « tout à l'égout »

☞ Y-a-t-il eu à votre connaissance un raccordement distinct pour les eaux pluviales et les eaux usées ?

☞ En cas d'assainissement par le réseau public « tout à l'égout », la connexion au réseau public est-elle effectuée, et la taxe de raccordement est-elle payée ?

☞ Réglez-vous une surtaxe d'assainissement ?

10 – AMIANTE

☞ La construction a-t-elle été autorisée en vertu d'un permis de construire délivré avant le 01 juillet 1997 ?

Si oui, avez-vous fait effectuer l'état sur les matériaux contenant de l'amiante ?

Si oui, joindre cet état.

ATTENTION : si vous n'avez pas fait établir cet état, vous devez mandater rapidement une entreprise agréée à cet effet afin de l'adresser à l'étude avant la vente.

11 – PLOMB

☞ La maison à vendre a-t-elle été construite avant 1949 ?

Si oui, joindre le constat de risque d'exposition au plomb.

ATTENTION : si vous n'avez pas fait établir ce constat, vous devez mandater rapidement une entreprise agréée à cet effet afin de l'adresser à l'étude avant la vente

12 - LUTTE CONTRE LES TERMITES	
☞ Avez-vous fait établir un état parasitaire récemment ?	<input type="checkbox"/>
☞ Avez-vous reçu une notification du Maire au titre de la présence de termites dans votre propriété ?	<input type="checkbox"/>
☞ A votre connaissance, l'immeuble est-il contaminé par les termites ou autres insectes xylophages ?	<input type="checkbox"/>
13 – RESSOURCE ENERGETIQUE	
☞ Type d'énergie utilisée pour le chauffage ?	
☞ Installation de gaz naturel de plus de quinze ans ?	<input type="checkbox"/>
☞ Ballon d'eau chaude indépendant ?	<input type="checkbox"/>
☞ Contenance du ballon d'eau chaude ?	
☞ Identité du fournisseur d'électricité :	
☞ Puissance du compteur électrique ?	
☞ Date de pose de l'installation électrique et identité de l'entreprise ?	
☞ Présence de cheminées et/ou d'insert ?	<input type="checkbox"/>
☞ Présence de panneaux photovoltaïques ?	<input type="checkbox"/>
☞ Mesure d'économie d'énergie ?	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquez lesquelles.	
14 – COMMUNICATIONS	
☞ Présence de fibre optique ?	<input type="checkbox"/>
15 – PISCINE	
☞ Piscine ?	<input type="checkbox"/>
☞ Si oui dispositif de sécurité installé par un professionnel ?	
16 – PROTECTION	
☞ Alarme ?	<input type="checkbox"/>
☞ Si oui dispositif de sécurité installé par un professionnel ?	
☞ Type d'assurance – nom et adresse de l'assureur ?	
17 - SITUATION FISCALE ET FINANCIERE	
☞ Etes-vous commerçant ou dirigeant de société ?	
Si oui, joindre justificatif de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.	
☞ S'agit-il de votre résidence principale ?	<input type="checkbox"/>
☞ Subvention ANAH obtenue ?	<input type="checkbox"/>
☞ Régime Robien, Besson, Borloo ?	<input type="checkbox"/>
Si oui, précisez le régime	
☞ Avez-vous des emprunts toujours en cours pour l'achat du bien et/ou les travaux ?	<input type="checkbox"/>
Si oui, joindre en ce cas vos échéanciers	

18 – INDEMNISATION SUITE CATASTROPHE

➤ Avez-vous perçu une indemnité d'assurance suite à catastrophe naturelle ou technologique ?

19 - OBSERVATIONS OU PARTICULARITES

Indiquez les particularités qu'il vous paraît utile de signaler pour l'information de votre acquéreur ou le bon déroulement du dossier

Fait à _____ le _____
(à dater et à signer par chacun des vendeurs)

Mention sur la protection des données personnelles : L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'État dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945. Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants : les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Electronique des Notaires, registre du PACS, etc.), les offices notariaux participant ou concourant à l'acte, les établissements financiers concernés, les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales, le Conseil supérieur du notariat ou son délégué, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013, les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne. La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales. Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires. Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les intéressés peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, ils peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou vous y opposer pour des raisons tenant à votre situation particulière. L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les intéressés peuvent contacter à l'adresse suivante : d.domingo@notaires.fr ou cil@notaires.fr. Si ces personnes estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.